



Favoriser un impact soutenu des initiatives de renforcement des capacités pour la jeunesse africaine dans l'agriculture

Contexte

Ce document résume la discussion en ligne *Favoriser un impact soutenu des initiatives de renforcement des capacités pour la jeunesse africaine dans l'agriculture*, organisée par le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition de la FAO (Forum FSN en Afrique) du 25 octobre au 17 novembre 2017.

Cette discussion en ligne s'inscrit dans le cadre de l'*Initiative régionale sur l'intensification de la production et le développement des chaînes de valeur*, conduite par le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (RAF) en partenariat avec l'Unité de renforcement des capacités (DPSC) de la Division des partenariats et de la coopération Sud-Sud (DPS) de la FAO, le Centre Songhaï, le Réseau africain d'incubation d'entreprises agroalimentaires (AAIN), le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et les Jeunes professionnels pour le développement agricole (YPARD).

L'objectif était de recueillir des points de vue sur les initiatives durables de renforcement des capacités axées sur les jeunes entrepreneurs agricoles africains et de contribuer à identifier les difficultés et les opportunités pour favoriser un impact soutenu de toutes les initiatives (existantes et futures) visant à renforcer les capacités des jeunes et à accroître leur participation au secteur agricole.

La discussion a été orchestrée par Justin Chisenga, de la FAO, et étayée par les experts thématiques suivants: Eyawassou Baya (Centre Songhaï), Alex Ariho (AAIN), Tony Nsanganira (FAO-RAF), Nawsheen Hosenally (AgriBusiness TV, Burkina Faso), Msekiwa Matsimbe (YPARD Malawi) et Ken Lohento (CTA).

Pendant trois semaines, des participants issus de 25 pays ont fait 98 contributions à la discussion. L'introduction du sujet, les questions proposées et les contributions reçues sont disponibles sur la page consacrée à la discussion: www.fao.org/fsnforum/fr/africa/discussions/youth-in-agriculture

Le présent résumé reprend la structure et l'ordre des questions proposées.

1. Quels sont les principaux défis rencontrés par les jeunes africains à l'issue des initiatives de développement des capacités axées sur les jeunes dans le secteur agricole?

Malgré le potentiel considérable de l'agriculture en Afrique et la nécessité d'impliquer la nouvelle génération dans ce secteur, bon nombre des initiatives de renforcement des capacités visant à soutenir la participation des jeunes au secteur agricole n'ont pas abouti aux résultats escomptés.

Les participants à la discussion ont identifié les nombreux défis que doivent relever les jeunes à l'issue des initiatives de renforcement des capacités (RC), tant en ce qui concerne la manière dont ces initiatives sont mises sur pied, organisées et diffusées qu'en ce qui concerne le cadre institutionnel et le contexte socio-économique dans la région.

► Absence de ciblage adéquat des participants aux initiatives de RC et manque d'intérêt des jeunes pour l'agriculture

Certaines initiatives ne ciblent pas convenablement les jeunes, car elles ne tiennent pas compte de leurs différences et du contexte dans lequel ils devraient travailler et développer leur entreprise dans le domaine agricole. Dans d'autres cas, les initiatives de RC s'adressent à des bénéficiaires qui ne s'intéressent pas vraiment à l'agriculture.

Le manque d'intérêt et de motivation pose problème, car même lorsqu'ils participent à des initiatives de RC appropriées, les jeunes qui sont poussés à s'impliquer dans le secteur agricole ou l'agro-industrie en sortent facilement, notamment lorsqu'ils n'arrivent pas à obtenir des financements pour leurs entreprises.

► Manque de formation en compétences commerciales

De nombreuses initiatives proposent une formation adéquate en ce qui concerne les aspects techniques, mais insuffisante en matière de compétences commerciales, de gestion de projets, de finance et de comptabilité. Ces lacunes ont des répercussions négatives sur les résultats des agroentreprises à l'issue de l'initiative de RC.

«Dans la plupart des cas, l'échec des agroentreprises se doit au manque de compétences commerciales et NON au manque de compétences agricoles». (Ololade Adesola, Nigeria)

► Brièveté des initiatives de RC

La nature ou la durée de certaines interventions axées sur les jeunes ont également été jugées problématiques. Un grand nombre d'initiatives sont de courte durée, et après quelques semaines seulement, les participants obtiennent leur diplôme sans avoir acquis les compétences nécessaires et de ce fait, échouent à l'heure de démarrer une activité commerciale.

► Manque de suivi (mentorat et supervision) par les organisations à l'issue des initiatives/projets de RC

Dans la plupart des cas, il n'existe pas, en aval des initiatives de RC, de suivi des participants formés ou de supervision pour les aider à mettre en œuvre les recommandations formulées au cours de l'initiative de RC. L'importance cruciale du mentorat, de la fraternité, du suivi et de l'autonomisation est souvent sous-estimée.

Quelques participants ont souligné que la plupart des programmes d'études universitaires en sciences de l'agriculture n'abordent pas suffisamment les effets du changement climatique.

Les participants ont identifié d'autres défis liés au contexte agricole et économique plus large où les jeunes doivent travailler après le RC:

► Accès insuffisant ou inexistant au financement pour créer et développer des agroentreprises

Cette problématique a été évoquée à maintes reprises. Les prestataires de services financiers –banques et institutions de microfinance – sont réticents à fournir des services de crédit, d'épargne ou d'assurances aux jeunes ruraux en raison de leur manque de garanties, du risque élevé du secteur agricole et du manque d'éducation financière de nombreux jeunes. Les banques et les établissements de crédit manquent de prêts plus faciles et adaptés aux différentes entreprises agricoles. En outre, même lorsque des fonds sont disponibles, les taux de prêt pratiqués par les banques sont, dans la plupart des pays africains, trop élevés pour attirer de jeunes investisseurs.

«L'agriculture n'est plus perçue comme une tradition, mais comme une activité économique. Or pour démarrer une activité économique, il faut d'abord s'assurer que l'on dispose des fonds nécessaires». (Musa Usman Musa, Nigeria)

«L'initiative de renforcement des capacités est une excellente idée, mais aussi géniale soit elle, il faut avoir accès à des financements, sans quoi l'exercice ne sera d'aucune utilité». (Michael Ige, Ghana)

► Accès limité à la terre

La plupart des activités de renforcement des capacités et plus particulièrement les formations supposent que des terres soient disponibles. Malheureusement, après la formation, les jeunes s'achoppent à des difficultés dans l'accès à la terre. D'un côté, une part importante des régimes fonciers ne permettent pas aux jeunes de devenir propriétaires de terres, et les jeunes femmes sont

particulièrement affectées par des lois et des coutumes successorales qui entravent encore plus le transfert de terres. D'autre part, les marchés fonciers sont peu développés et il n'existe pas de publicité publique sur les terres à louer.

► **Accès aux marchés**

Bien des agriculteurs sont effrayés par le manque de débouchés pour les produits agricoles et les prix bas. Les liens trop faibles avec les marchés découragent les jeunes, qui renoncent à s'engager dans des activités agricoles après la formation et nuisent à la pérennité de leurs initiatives. Souvent, la formation ne met pas les participants en relation avec des acheteurs et ne les aide pas assez à s'insérer dans les bons réseaux pour présenter leurs produits et leurs services sur les marchés. Certains participants ont également souligné que les jeunes rencontrent de plus en plus de difficultés pour accéder aux marchés en raison de l'influence internationale croissante des supermarchés et des normes rigoureuses appliquées par les chaînes d'approvisionnement internationales.

► **L'écart entre la formation et la réalité** a également été identifié comme un obstacle à l'issue des initiatives de renforcement des capacités. En effet, au terme de la formation, les participants sont souvent confrontés sur le terrain à une réalité qui ne correspond pas à leurs attentes.

► Parmi les défis identifiés, on peut également citer le **manque d'infrastructure** (notamment les structures pour la gestion des produits agricoles après la récolte, mais aussi les réseaux routiers, les structures agricoles normalisées et les outils modernes, les programmes d'irrigation, l'approvisionnement électrique), les **prix trop bas des produits agricoles** et le **faible retour sur investissement**, particulièrement pour les petites entreprises, les **difficultés rencontrés dans l'accès aux institutions** du domaine agricole (notamment les organismes gouvernementaux pertinents) susceptibles d'aider les jeunes dans la création d'agroentreprises, l'**absence de plateformes ou d'associations** pour aider les jeunes en aval des initiatives de RC.

Dans le cadre du projet «Engaging Youth in Agribusiness: Mechanization», 100 jeunes ont été formés au Nigeria sur la possession et l'entretien d'un parc de tracteurs intelligents. Après cette formation, qui s'est déroulée avec succès pendant une année, ils ont reçu un soutien pour créer des coopératives. Toutefois, le prix des tracteurs a augmenté en raison de conditions de crédit défavorables (par exemple, taux d'intérêt élevés, apport en capital, etc.), ce qui a poussé des participants à protester et à abandonner cette activité. (Gerwin Jansen, Pays-Bas)

2. Connaissez-vous des exemples d'initiatives actuelles visant à assurer la pérennité de renforcement des capacités pour les jeunes africains dans le domaine agricole? Qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui ne fonctionne pas? Y a-t-il des exemples d'initiatives réussies et de bonnes pratiques à partager?

Plusieurs exemples ont été cités, dont:

Cameroun

Le **Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes** autonomise les jeunes pendant trois mois et au terme de cette activité de renforcement des capacités sur les bonnes pratiques agricoles, la gestion et l'élaboration d'un projet, ils présenteront un projet qui sera financé comme suit: 50 per cent du capital total est apporté par le gouvernement, 10 per cent par les jeunes et 40 per cent par un prêt d'une institution de microfinance.

Gambie

L'autorité gambienne de sécurité et de qualité des aliments forme actuellement des jeunes sur les bonnes pratiques

agricoles et hygiéniques. L'accent est mis sur la chaîne de valeur des aliments à base de manioc, ainsi que sur la transformation du poisson et l'élevage de volaille. L'objectif est de permettre aux participants d'accéder aux marchés d'exportation; toutefois, d'autres initiatives de renforcement des capacités et des ressources complémentaires s'avèrent nécessaires pour que ces jeunes soient en mesure de respecter les exigences des marchés internationaux en matière de sécurité.

Ghana

Lancé par le **Kosmos Innovation Center (KIC)**, le défi «**Agritech**» soutient les jeunes à travers une formation complète, incluant des compétences commerciales, de travail en équipe et d'autres compétences générales pertinentes pour mettre sur pied et gérer leur entreprise dans le contexte

des technologies agricoles. Des prix sont décernés aux idées commerciales permettant de résoudre des problèmes agricoles réels, comme le lauréat Troctro Tractor Ltd, une plateforme qui met en relation les agriculteurs et les exploitants de tracteurs.

Le projet **Next Generation Cocoa Youth Program (MASO)**, financé par l'Initiative Youth Forward de la Fondation MasterCard et mis en œuvre par Solidaridad et l'Université Ashesi, a démontré que s'ils reçoivent des conseils et des instructions, les jeunes obtiennent d'excellents résultats. Des jeunes de régions rurales qui s'y connaissaient très peu en affaires ont suivi une formation commerciale afin d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour identifier des opportunités commerciales dans leur milieu. Des moniteurs et des mentors partagent leurs expériences sur la création d'entreprises, en renforçant la motivation et la confiance en soi des jeunes. À la suite de cette expérience, des jeunes ont créé des entreprises prospères dans leurs communautés.

Kenya

Greenfarm International aide actuellement de jeunes agriculteurs à développer l'agriculture contractuelle afin de collecter le fourrage et le vendre à l'organisation, qui finance tous les achats, le transport et le stockage.

Agriterra renforce les capacités des jeunes tout au long des chaînes de valeur et leur permet de participer à des coopératives agricoles. Le projet aide les jeunes à adhérer à des Conseils des jeunes regroupant producteurs, coopératives et autres acteurs concernés par l'agriculture. Ceci permet aux jeunes d'accéder à des financements (prêts) accordés par des coopératives sur la base de la production ou de l'épargne. L'échange entre jeunes agriculteurs est également encouragé.

Nigeria

L'initiative **IITA Youth Agripreneurs** forme les jeunes entrepreneurs dans le domaine agricole aux processus de production et à la gestion commerciale. Ces compétences les aideront à devenir non seulement des agriculteurs, mais

aussi des personnes qui comprennent comment fonctionne le monde des affaires.

Le programme de premier cycle **Students Industrial Work Experience Scheme**, porté par l'Institut national pour la recherche dans la pêche d'eau douce, propose des expériences professionnelles aux étudiants en aquaculture et pêche. Plus de 2500 étudiants ont été formés jusqu'à présent et ils sont nombreux à avoir déclaré que cette expérience professionnelle a changé leur perspective sur les choses et les a confortés dans leur choix de formation.

Conduit par l'**Autorité de développement agricole et rural de l'État de Kano (KNARDA)** pendant la période 2003-2011, le projet Trimming Project visait des groupes d'agriculteurs (dont 70% des membres étaient des jeunes). Le projet consistait à former des agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles et aux stratégies de commercialisation dans la production de maïs à travers la stratégie de vulgarisation «Farmer field and business school (FFBS)» et à leur fournir des intrants agricoles à un tarif subventionné.

Le gouvernement nigérian est en train de mettre en place des centres d'affaires, comme les **Small and Medium Enterprises Development Agencies of Nigeria (SMEDIAN)** dans certains états du pays. Ces centres dédiés aux petites et moyennes entreprises visent à dispenser des formations de base sur les outils nécessaires pour les affaires et sur les moyens de lever des fonds et gérer ses ressources personnelles, ce qui donne de bons résultats.

Le Programme **Youth Empowerment in Agriculture Programme (YEAP)** a mené, en aval du renforcement des capacités, une formation sur les compétences de gestion d'agroentreprises aux agronomes diplômés devenus par la suite employeurs de main d'œuvre. La réussite de ces agronomes diplômés s'explique par le fait qu'ils ont appris à rédiger des propositions commerciales et à accéder à des prêts ou à des bourses pour agroentreprises, et que la formation technique était accompagnée d'une formation complémentaire en gestion.



© FAO/Philip Irejika



© FAO/Giulio Napolitano

Togo

L'ONG **Entreprises Territoires et Développement (ETD)** a créé le fonds CIDEA (Capital Investissement pour le Développement d'Entreprises dans le secteur Agricole) pour financer des entreprises agroalimentaires et un centre d'incubation et de promotion d'entreprises pour aider les jeunes du secteur agroalimentaire (et plus tard d'autres secteurs). Cette initiative comprend la mise en relation des participants à des banques commerciales et à des institutions de microfinance, et les accompagne pendant trois ans dans la mise en œuvre de leur plan d'affaires.

Au Togo, il existe aussi des mesures financières spécifiques pour les jeunes intéressés par l'entrepreneuriat rural, notamment le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIE), dont le soutien financier et technique favorise l'inclusion des jeunes par la promotion de l'entrepreneuriat; le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), destiné à refinancer les institutions de microfinance et aider ainsi les secteurs les plus marginalisés

de la population à accéder à des crédits; et le Programme d'Appui à l'Insertion Economique des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAIEJ SP).

Ouganda

La **FAO** et le **Ministère de l'agriculture, de l'industrie animale et des pêches (MAAIF)** promeuvent l'initiative **Youth Champions in Agriculture**. Cette initiative identifie les jeunes entrepreneurs à l'origine d'innovations de pointe dans la chaîne de valeur agricole et les érigent en modèles pour inspirer leurs pairs et renforcer leurs capacités. Selon cette approche, les plateformes Youth Champions servent à créer des groupes autour des jeunes inspirateurs pour encourager, sur le long terme, le partage de connaissances et l'apprentissage, la négociation collective et les pourparlers en vue de meilleurs politiques, entre autres. La pérennité de cette approche est garantie car les champions sont passionnés par le travail en équipe et le soutien aux communautés. Les champions agissent aussi comme mentors vis-à-vis d'autres jeunes.

3. De quel type de soutien les jeunes ont-ils besoin dans la phase postérieure au renforcement des capacités? Que peuvent faire les jeunes pour s'entraider et renforcer ainsi leurs compétences et leurs capacités?

En règle générale, la formation et la phase postérieure au renforcement des capacités sont liées, c'est pourquoi les participants à la discussion en ligne ont souligné la nécessité d'accorder plus d'importance au suivi en termes de supervision technique, d'accompagnement et de mentorat ainsi que de soutien de jeune à jeune.

En effet, en l'absence de suivi, nombreux sont les jeunes africains qui sont livrés à eux-mêmes et confrontés aux difficultés propres au secteur agricole.

► Programmes de formation exhaustifs et durables

Les initiatives de renforcement des capacités ciblant les jeunes dans le secteur agricole devraient constituer un ensemble complet, englobant connaissances, compétences, soutien financier et apport d'intrants.

En ce sens, une formation ponctuelle ne suffit pas pour les jeunes agriculteurs ou entrepreneurs agricoles potentiels, compte tenu de leur grande mobilité et dynamisme d'une part et des difficultés du secteur agricole de l'autre. Après l'initiative de RC, la formation devrait continuer d'aider les jeunes entrepreneurs à rester concentrés et de leur transmettre des compétences et informations complémentaires et actualisées, en particulier: stratégies de développement des marchés, possibilités d'investissement dans le secteur, pratiques modernes en

matière de transformation de produits agricoles et autres connaissances et compétences pour créer de la valeur ajoutée. La formation en aval du RC devrait également aider les jeunes à affiner le modèle d'affaires et à identifier les opportunités commerciales.

Les jeunes agriculteurs qui réussissent après le RC devraient devenir ensuite des modèles et des mentors pour d'autres jeunes intéressés par l'agriculture à travers une approche «de jeune à jeune» («youth to youth» ou Y2Y).

► Renforcer les pépinières d'entreprises existantes et en créer de nouvelles

Si l'incubation est vue comme un moyen de créer des petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des jeunes, la création actuelle de PME durables et hautement rentables pouvant survivre sur le marché reste néanmoins entravée par l'isolement dans lequel fonctionnent les incubateurs d'entreprises et le décalage entre les attentes des jeunes et la capacité d'encadrement de ces structures.

Cette capacité n'est pas seulement limitée par le niveau d'expertise et d'infrastructure, mais également par le manque de fonds et par les efforts limités déployés pour fusionner des fonds isolés en modèles de financement sur mesure pour les pépinières d'entreprises et les PME dirigées par des jeunes.

Le Réseau Africain d'incubateurs d'entreprises agroalimentaires (AAIN) travaille actuellement avec ses partenaires pour renforcer l'expertise en matière d'incubation d'agroentreprises. Pour accroître l'infrastructure et la capacité de prise en charge, des partenaires comme la FAO travaillent de concert avec l'AAIN pour combler les lacunes en aval de l'incubation par le mentorat et la mise à niveau. Entre autres partenaires financiers, la FAO et l'AAIN visent des modèles de financement encore mieux adaptés à travers le Fonds africain pour l'incubation d'entreprises agroalimentaires (AAIF) et élargissent le réseau de partage de connaissances et d'échange entre les pairs entre différents centres d'incubation en Afrique, dans le cadre du Programme d'incubation d'entreprises agricoles en Afrique (AAIP). Il s'agit, avec le concours de l'AU et d'autres partenaires, de remplacer les actions isolées par une action collective en vue d'un impact à l'échelle du continent. Pour surmonter les obstacles qui entravent la mise en place de pépinières d'entreprises et atteindre un nombre croissant de jeunes, l'AAIN a conçu et introduit le concept de pépinières d'entreprises agricoles à petite échelle, et pour assurer une prestation de services de qualité et à fort impact, le Système africain d'accréditation des centres d'incubation d'entreprises agricoles, qui pré-qualifie les pépinières pour un soutien sous forme de financement et d'expertise.

Les investisseurs et les petits groupes souhaitant mettre sur pied une pépinière d'entreprises ont des difficultés à s'impliquer, car ils manquent de financement et d'expertise pour mettre en œuvre des modèles d'incubation adéquats au niveau des grandes structures d'incubation.

► **Systèmes de récompenses et d'incitations pour les jeunes impliqués dans l'agriculture**

Des systèmes d'incitation, de concours, de prix et de reconnaissance peuvent être adoptés en complément d'autres initiatives, afin de motiver les jeunes qui travaillent déjà dans le secteur agricole et d'en attirer d'autres. De manière plus générale, ce type d'initiative peut aider à créer un environnement propice à l'entrepreneuriat agricole, en favorisant une image plus positive de ce secteur dans la société.

Au cours de la discussion, les efforts à faire pour **changer les mentalités et favoriser l'autonomisation** ont également été évoqués: un participant a notamment souligné que pour assurer l'impact soutenu des initiatives de renforcement des capacités ciblant les jeunes africains, les formations dispensées par des spécialistes devraient être axées sur des éléments psychologiques plutôt que sur des aspects relatifs à l'entrepreneuriat.

Au Togo, le gouvernement a organisé en 2015 un forum sur le développement durable. À cette occasion, les dix meilleurs projets verts ont obtenu un soutien technique et financier. Le projet Nardy Green Planet a été primé, et grâce au soutien financier et technique reçu, ses instigateurs ont pu mettre sur pied une entreprise spécialisée dans la production de graines d'espèces ayant une grande importance pour l'environnement, et aider des agriculteurs à constituer des parcelles agroforestières et agroécologiques.

Pour s'entraider et apprendre les uns des autres, les jeunes devraient:

► **Créer des coopératives**

Les jeunes peuvent s'entraider en constituant des coopératives locales pour lever des fonds et les gérer, en créant des marchés agricoles (en ligne et sur le terrain), en formant des groupes de mentorat locaux et en profitant des avantages des technologies de l'information et de la communication (TIC). Participer à des groupes peut aussi s'avérer particulièrement efficace pour soutenir les activités de post-production et pour créer des chaînes de valeur fonctionnelles.

► **Réseaux**

Les réseaux de jeunes, y compris les réseaux en ligne, s'avèrent très utiles et peuvent servir de lien entre les jeunes entrepreneurs du secteur agricole, les autorités et les structures gouvernementales.

L'YPARD et le YALI sont deux exemples de réseaux existants.

Le Réseau YALI (Young African Leaders Initiative) propose des formations en ligne sur différents sujets (environnement, affaires, aptitudes à diriger, etc). En outre, les adhérents sont répartis dans l'ensemble du continent africain et le réseau permet l'échange entre ses membres. Le réseau sélectionne également des candidats pour participer à la bourse Mandela Washington Fellowship, qui permet aux jeunes de faire des études de commerce et d'entrepreneuriat.

L'antenne ghanéenne d'YPARD (Jeunes Professionnels pour le Développement Agricole) a récemment organisé un Cocktail de réseautage consacré aux agroentreprises afin de réunir plusieurs entreprises et organisations travaillant dans l'agriculture et le secteur agroindustriel. Goat Master a profité de cette occasion pour servir des kebabs à la viande de chèvre au personnel de BEIGE, l'une des principales sociétés d'investissement au Ghana. Ce Cocktail s'inscrit dans le cadre du programme Farmers Connect, porté par l'initiative Future Farmers (FFI) lancée par YPARD Ghana et ses partenaires.

Il convient aussi de pratiquer la mise en réseau en participant à des journées, ateliers, séminaires et conférences sur l'agriculture.

D'autres initiatives qui peuvent aider les jeunes à s'entraider sont:

- ▶ **Forums de jeunes agriculteurs** pour conduire des campagnes de sensibilisation sur le partage de connaissances, et création de partenariats dans le cadre des Clubs de jeunes agriculteurs.
- ▶ **Clubs et associations de conseil technique «de jeune à jeune».** Les jeunes devraient être encouragés à unir leurs forces en constituant des groupes d'intérêts communs, en fonction des domaines qui les intéressent (élevage, cultures, etc.). Ces structures contribuent à créer des «partenaires responsables» parmi les jeunes.
- ▶ **Voyages d'études.** Il s'agit de développer les solutions axées sur les jeunes pour répondre aux besoins des acteurs de la chaîne de valeur du secteur agroindustriel et à ceux de leurs pairs, comme les interventions de renforcement des capacités, la création de nouvelles technologies, le développement commercial, la création d'entreprises, le



© FAO/Swiatoslaw Wojtkowiak

développement du marché des intrants et des extrants ou encore la modélisation financière.

- ▶ **Clubs d'épargne et d'investissement entre les pairs.** Ces structures favorisent le démarrage des entreprises à fort potentiel de croissance et de développement, en ouvrant de nouvelles possibilités d'investissement conjoint et en attirant des capitaux, des crédits, des mécanismes de garantie contre les risques et une meilleure faisabilité bancaire pour les entreprises liées aux jeunes, ce qui permet en retour la création de nouveaux emplois.

4. Quel environnement favorable faut-il assurer pour garantir la permanence des jeunes dans les initiatives de renforcement des capacités dans le secteur agricole?

Une part importante des défis identifiés et des suggestions formulées par les participants à la discussion ont trait au contexte économique, social et culturel auquel est confrontée l'agriculture en Afrique.

«Après avoir participé à des activités de renforcement de capacités les ciblant spécifiquement, le plus difficile pour les jeunes agriculteurs est de trouver où ancrer leurs interventions». (James Aucha, Kenya)

Les éléments suivants peuvent contribuer à créer un environnement favorable pour assurer la pérennité des initiatives axées sur les jeunes dans le secteur agricole:

- ▶ Les **politiques gouvernementales** devraient supprimer les obstacles qui entravent la participation et l'implication des jeunes dans l'ensemble de la chaîne de valeur agricole. Pour ce faire, il convient de soutenir les jeunes entrepreneurs agricoles et de promouvoir le développement des PME agricoles, permettre aux jeunes d'accéder au marché et aux intrants agricoles et favoriser leur participation aux processus de prise de décisions, de planification et de mise en œuvre.

- ▶ **Un environnement financier et institutionnel favorable** devrait être favorisé à travers des garanties gouvernementales, afin que les jeunes et notamment ceux qui montent une petite entreprise et les agriculteurs à petite échelle puissent accéder à des services financiers. Les participants ont également suggéré la création de fonds adaptés pour les jeunes du secteur agricole, tenant compte des spécificités et des défis de ce secteur, ainsi que **l'exonération des taxes** appliquées aux intrants agricoles pour les jeunes qui démarrent une activité agricole.
- ▶ **Développer l'infrastructure** est aussi un moyen de créer un environnement propice. Il s'agit notamment de développer les zones rurales pour améliorer l'accès aux régions où se déroule la production agricole et aux marchés.
- ▶ Il convient **d'être à l'écoute des jeunes**, en les impliquant dans le dialogue politique, les consultations agricoles et les décisions qui les concernent. Les avis des jeunes ne sont pas assez pris en compte au cours de l'élaboration des politiques, de sorte que leurs besoins complexes et multiformes ne sont pas satisfaits. Les politiques sont souvent trop homogènes pour soutenir efficacement les jeunes en tenant compte de leurs différences.

«Il est tout simplement regrettable que les jeunes africains soient pratiquement exclus des politiques et des programmes élaborés par leurs dirigeants pour le secteur agricole». (Denye Ronald, Uganda)

- ▶ Il a également été suggéré d'élaborer des lignes directrices et des indicateurs pour le **suivi de la participation des jeunes** à l'agriculture afin de mesurer l'impact des initiatives et d'en tirer des enseignements.

Il convient de concentrer les efforts sur l'autonomisation des jeunes. À ces fins, il est nécessaire de :

- ▶ **Multiplier les mentors et les modèles**

«Pour impliquer plus de jeunes dans l'agriculture et pérenniser l'impact des initiatives de RC, il convient d'accroître le nombre de mentors et de modèles de jeunes agriculteurs capables d'inspirer la jeune génération à rester dans le secteur agricole». (Innocent Chamisa, Italy)

- ▶ **Améliorer l'image de l'agriculture**, car dans la plupart des pays africains, les travaux agricoles sont perçus par

la société comme des sous-emplois par rapport aux emplois de cols blancs, que les jeunes préfèrent aux emplois agricoles sur place. Pour améliorer l'image de l'agriculture, il faut avant tout assurer un environnement culturel et social favorable pour les jeunes dans les zones rurales. En effet, les jeunes agriculteurs et les entrepreneurs agricoles devraient être socialement, intellectuellement et financièrement impliqués avec d'autres agriculteurs, transformateurs, distributeurs, vendeurs, chercheurs, et restaurateurs. Les acteurs de la chaîne alimentaire ne doivent pas être perçus comme des personnes isolées cachées dans les zones rurales.

«D'après un document de stratégie élaboré par le Ministère de l'Agriculture (Kenya Youth Agribusiness Strategy 2017-2021) et lancé en juillet, la perception négative qu'ont les jeunes de l'agriculture est le principal obstacle au développement des agroentreprises au Kenya». (Shadrack Agaki, Kenya)

5. Les technologies modernes, notamment les technologies de l'information et des communications, ont-elles un rôle à jouer pour assurer la durabilité des initiatives de renforcement des capacités?

Les technologies modernes, y compris les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont un rôle fondamental à jouer pour rendre l'agriculture durable et attrayante, d'abord parce que l'agriculture et les agriculteurs instruits en ont besoin, ce qui se vaut particulièrement pour les jeunes agriculteurs et entrepreneurs agricoles. En outre, les TIC peuvent être utilisées pour la formation et le soutien pendant la phase postérieure au RC.

- ▶ **Soutenir le réseautage social**, en permettant aux jeunes entrepreneurs agricoles de créer des plateformes en ligne comme des listes de diffusion, des groupes Facebook, des groupes WhatsApp, des applications pour téléphones portables, etc. Ces plateformes peuvent servir à rester en contact et favoriser le partage d'informations et de connaissances sur les technologies, les expériences et les bonnes pratiques agricoles actuelles. On peut citer pour exemples la formation Web2forDev du CTA et les listes de diffusion de Youth ARDYIS.
- ▶ **Fournir des plateformes pour l'apprentissage tout au long de la vie**, et notamment des formations en ligne et des cours en ligne ouverts et massifs (CLOM) pour soutenir le développement personnel.
- ▶ **Fournir des plateformes en ligne pour le mentorat** et l'accompagnement, incluant des plateformes d'interaction virtuelle avec des pairs et des experts.
- ▶ **Favoriser l'accès** aux services d'information et de conseil électronique basés sur les TIC, c'est-à-dire les systèmes

d'alerte par SMS, les applications pour téléphones portables, etc. fournissant des informations sur l'apparition d'organismes nuisibles et de maladies, la météorologie, les marchés, services financiers, formations en ligne, etc.

- ▶ **Favoriser l'accès aux innovations**, en assurant l'accès facile à l'information sur la recherche, les technologies agricoles disponibles (par exemple les nouvelles variétés de semences) et à d'autres données et outils pertinents pour l'entrepreneuriat des jeunes.
- ▶ **Proposer des opportunités d'affaires**: les technologies modernes ouvrent des possibilités commerciales pour les jeunes entrepreneurs agricoles, et leur permet d'accéder à des marchés/clients éloignés pour commercialiser leurs produits et services.
- ▶ **Soutenir les activités à la ferme**: les TIC (en particulier les applications) permettent de mettre en place des systèmes de collecte et de traitement des données socio-économiques et agricoles (p. ex. pour calculer les besoins quotidiens en eau, mesurer la teneur en amidon ou en humidité, etc.).
- ▶ **Renforcer la sensibilisation** et mobiliser d'autres jeunes qui n'étaient pas bénéficiaires.

«Cette discussion est vraiment importante, parce qu'elle nous donne la possibilité d'échanger nos points de vue et d'analyser des problématiques transversales à l'échelle mondiale. Ce forum, où les participants de différents pays ont pu apporter leur avis et leur perspective sur les questions abordées, a été très enrichissant et cela est possible grâce aux TIC». (Aminata Fatmata, Sierra Leone)

Conclusions

Pour favoriser un impact soutenu des initiatives de renforcement des capacités pour la jeunesse africaine dans l'agriculture, plusieurs facteurs devront être réunis. Il est essentiel que les gouvernements africains s'attaquent aux problèmes que rencontrent les jeunes pour accéder à la terre, au financement et aux marchés, et qu'ils s'engagent auprès des jeunes pour être à l'écoute de leurs besoins et les soutenir efficacement. En outre,

- ▶ Les gouvernements et les partenaires de développement devraient remplacer les **activités de RC isolées et ponctuelles** par des interventions qui perdurent dans le temps, inclure des interventions à l'issue du RC (accompagnement, mentorat, pépinières d'entreprises, etc.) et le suivi et l'évaluation de l'impact des efforts déployés.
- ▶ Les interventions de renforcement des capacités doivent être conçues sur la base de besoins réels, identifiés à travers **l'évaluation des lacunes en matière de capacités et des besoins** des jeunes déjà impliqués dans l'agriculture ou envisageant d'entrer dans ce secteur, et en tenant compte de l'hétérogénéité des jeunes et de leurs besoins complexes et pluriels.
- ▶ Les interventions de renforcement des capacités et leur suivi devraient toujours inclure, outre la formation technique, le renforcement des **compétences commerciales**.
- ▶ **L'accès facile et rapide des jeunes aux connaissances**, à l'information et aux services gouvernementaux appropriés est essentiel pour les aider à atténuer les difficultés auxquelles ils font face après avoir participé à des activités de RC.

- ▶ Les jeunes qui participent à des interventions de RC devraient être encouragés à **constituer des associations, des forums**, etc. pour se soutenir mutuellement et s'entraider.
- ▶ Les gouvernements, les partenaires de développement et les jeunes devraient tirer pleinement parti des possibilités qu'offrent les **technologies modernes et les TIC** pour assurer durablement un soutien aux jeunes du secteur agricole pendant la phase postérieure au RC.

Il est important de véhiculer une **image positive du secteur agricole** pour encourager les jeunes à s'engager dans l'agriculture et pour qu'ils restent motivés après le RC. Les mesures incitatives, les concours, les prix et les systèmes de reconnaissance peuvent y contribuer.

Plusieurs initiatives de RC visant les jeunes agriculteurs en Afrique ont déjà été conduites et beaucoup d'autres sont en cours. Toutefois, la discussion a aussi mis en lumière le fait que la documentation sur les enseignements et les bonnes pratiques tirés de ces initiatives fait largement défaut. Il n'existe pas non plus de plateforme ou de forum où les partenaires de développement puissent partager des informations, des expériences réussies, des enseignements tirés des expériences et des bonnes pratiques sur les interventions de renforcement des capacités ciblant les jeunes agriculteurs africains. La mise en place d'une telle plateforme contribuerait grandement à pérenniser les effets des initiatives de renforcement des capacités pour la jeunesse africaine dans l'agriculture.

RÉFÉRENCES PARTAGÉES PAR LES PARTICIPANTS

Francis, J., Mytelka, L., van Huis, A. & Röling, N., eds. 2016. *Innovation Systems: Towards Effective Strategies in Support of Smallholder Farmers*. Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA) and Wageningen University and Research (WUR)/Convergence of Sciences-Strengthening Innovation Systems (CoS-SIS), Wageningen.

FAO, CTA & IFAD. 2014. *Youth and agriculture: key challenges and concrete solutions*. Rome, FAO (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i3947e.pdf>).

ARDYIS. 2016. *Africa Agriculture Status Report 2015*. Chapter 5 "ICT and Youth in Agriculture in Africa" (disponible à l'adresse <http://bit.ly/youth-ict-agri-report>).

Pour rejoindre le Forum FSN visitez www.fao.org/fsnforum/fr/africa ou contactez fsn-moderator@fao.org

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la FAO. Le mot " pays " apparaissant dans le texte s'applique sans distinction aux pays, territoires et zones.